

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

29

OCTOBRE

1975

N° 23

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

editorial

Halte aux agressions contre les travailleurs en greve

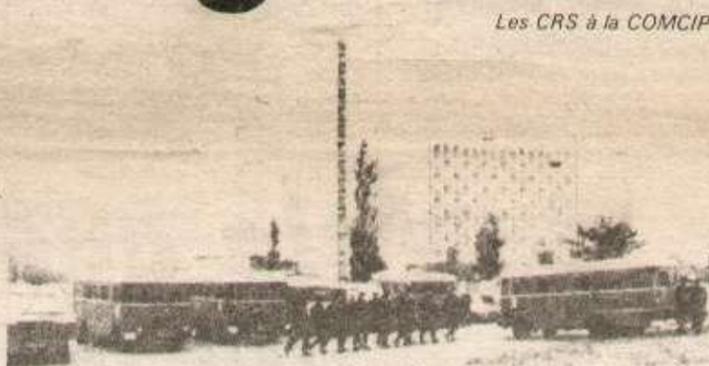
Hier matin, au cours d'une charge violente de CRS, à Orléans, plusieurs travailleurs d'Orléans, qui avaient, la nuit durant, séquestré leur patron pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, ont été matraqués. La veille, c'était les camarades de la COMSIP, du CEA et d'Air France qui avaient dû subir l'assaut des forces de répression. La COMSIP à Rueil dans la banlieue de Paris, où 400 CRS ont fait évacuer les locaux occupés par les grévistes contre 750 licenciements. Sur les Champs-Élysées à Paris, lors de la manifestation des travailleurs du Commissariat à l'Énergie Atomique, à l'occasion du trentième anniversaire de la création de cet organisme, où les manifestants ont été refoulés et pourchassés, matraqués et jetés à terre. A Air France où des dizaines de cars de CRS et gardes mobiles stationnent en permanence et où, à

plusieurs reprises, les grévistes se sont vus refoulés matraqués à la main, par les flics.

Et à côté de cette répression policière, c'est la répression anti-syndicale qui s'intensifie. Comme à Rhône Poulenc-Vitry où 50 ouvriers ont été mis à pied pour trois jours et trois délégués licenciés, après la séquestration du chef du personnel, comme à la VIM (ventilation industrielle et minière) à St Cloud où 9 travailleurs et un délégué CFDT sont menacés de licenciements. Comme à Fives-Cail-Babcock où le PDG réclame près de sept millions à 15 militants CGT-CFDT pour « pertes de fabrication et préjudice commercial ».

Répression policière et répression anti-syndicale, c'est la réponse de la bourgeoisie aux luttes de la classe ouvrière, à la combattivité qui va grandissante et qui déjà s'exprime dans des dizaines de luttes et d'occupations, c'est le « libéralisme » de Giscard à l'œuvre.

Mais loin de désarmer les luttes, la répression policière renforce au contraire la solidari-



Les CRS à la COMCIP

té ouvrière. A Air France, par exemple, à chaque nouvelle intervention des forces de l'ordre, c'est des dizaines de nouveaux travailleurs dans les rangs des grévistes. Aux Blanchisseries de Pantin, c'est par la grève que les employés ont répondu au licenciement d'un délégué syndical.

Comme dans des dizaines d'autres usines, c'est par la lutte qu'ils entendent imposer leurs revendications.

Cette réponse violente de la bourgeoisie est significative de son impuissance à tromper la

classe ouvrière, malgré toute la démagogie à laquelle elle a recouru. Les camarades de Renault Douai, « usine modèle par la réforme de l'entreprise », en entrant en lutte contre les cadences, manifestent clairement ce refus des « réformes » capitalistes, de la collaboration de classe.

C'est en développant ces luttes, en rassemblant nos forces, que nous pourrons démasquer ce libéralisme policier de Giscard et faire échec à la répression.

Pierre MOREL

**vendu
10 millions
à 13 ans**

Il ne joue pas avec ses camarades ; sa vie se partage entre le lycée, la maison et le stade, il se lève parfois à 5 heures pour aller s'entraîner ; il a 13 ans. Laurent Rousseau est avant-centre dans l'équipe minime de Mazargues à côté de Marseille. Ses dons exceptionnels pour le football ont attiré la meute des recruteurs des équipes professionnelles. Son père, adjoint-chef a décidé d'en faire un professionnel dès l'âge de 11 ans. Il l'a finalement vendu à Garonnaire le recruteur de St Etienne qui a emporté le marché pour 10 millions d'anciens francs. Garonnaire est satisfait : « Je viens de réussir un fameux coup de filet ! »

« France-Soir » applaudit à ce nouveau marché d'esclaves, c'est dit-il la voie à suivre pour un football d'élite.

Une poignée de vedettes, esclaves de luxe des financiers des grands clubs, avec pour seul horizon la ligne de but ; et comme terrains de foot pour les possesseurs de travailleurs, les pelouses des ZUP, quand le garde-champêtre n'est pas là pour leur coller des amendes, c'est cela le sport en France.

BEYROUTH DANS LE CHAOS du fait des phalanges

Combats à Nasra ; à Ras an Nabaa ; dans le quartier populaire et les bidonvilles de Karantina ; dans les centres commerciaux de la place de l'Etoile et de la rue Weygand... En fait, c'est aujourd'hui tout Beyrouth qui est devenu front de bataille.

Diverses attaques ont eu lieu contre des usines, et à l'heure qu'il est, des dizaines de milliers de travailleurs sont au chômage depuis un mois.

Avec l'arrêt des activités du port, la fuite des capitaux étrangers, l'économie libanaise est

décrite essentiellement sur le capital financier et commercial, est au bord de la faillite ; les fonctionnaires sont menacés de ne plus être payés, et on parle d'une augmentation des prix de près du double pour les jours à venir.

Dans cette situation, de plus en plus difficile pour elles, les masses libanaises aspirent à la cessation des combats, provoqués systématiquement par les forces réactionnaires des « phalanges », avec pour but la partition du pays sur des critères religieux.

Suite page 8

cggt cfdt

les relations des confederations se crispent

De nouveau, les relations se « crispent » entre la CGT et la CFDT. La direction de la CFDT est, à vrai dire, dans une situation bien embarrassante. Quels rapports la CFDT entretient-elle, au juste, avec l'Union de la gauche, le programme commun. Quel est le sens de l'unité d'action avec la CGT, à qui profite-t-elle ?

Suite page 4



la vie du journal

POUR UN DOUZE PAGES SIX JOURS PAR SEMAINE 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

Parce que le Quotidien du Peuple doit donner toute leur place aux luttes ouvrières.

Parce qu'il se doit d'intervenir dans tous les domaines de la vie des masses, donnant la parole aux travailleurs pour dénoncer l'oppression qu'ils subissent sous toutes ses formes.

Parce qu'il doit donner toute sa place au débat entre les travailleurs pour définir mots d'ordre et propositions de luttes aujourd'hui, perspectives du socialisme pour demain.

Parce qu'on ne peut pas admettre plus longtemps que le Quotidien du Peuple voit son rôle limité par le cadre étroit des huit pages qui est le sien aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, nous proposons :

- que le journal puisse paraître six jours sur sept d'ici 15 jours
- que chaque lecteur engage dès maintenant dans son entourage une campagne pour un douze pages quotidien.

Quels moyens mettre en œuvre ? Rassembler tout de suite une part importante de la souscription : 15 millions. Rassembler rapidement cette somme, c'est nécessaire pour envisager sérieusement un passage aux douze pages. C'est possible si l'on pense à tout l'espoir qu'a suscité chez beaucoup de lecteurs la parution du Quotidien, aux efforts que beaucoup sont prêts à faire pour son amélioration rapide.

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

le quotidien du peuple

Attachez votre journal



DANS NOTRE COURRIER

DE PARIS

(...) J'attire votre attention sur la nouvelle vague de répression qui s'abat sur la Turquie avec le procès du Parti Ouvrier Paysan de Turquie (de tendance marxiste léniniste). Plusieurs accusés sont menacés de peine de mort ou de lourdes peines de prison. Je vous signale en particulier le cas de Timur Goral (ancien étudiant en France à l'INA de Lyon) contre qui est requis (pour le moment) une peine de 15 ans de prison simplement pour appartenance à une organisation illégale « ayant pour but d'instaurer la dictature d'une classe sociale sur une autre classe sociale » et qui est détenu dans une prison d'Istanbul (...). L'adresse de Timur Goral est :
Toptasi Cezaevi
Uskudar-Istanbul Turquie

DE BETHUNE

(...) Un lecteur trouve qu'il n'y a pas assez d'articles de fond. Un autre voudrait qu'il y ait régulièrement une rubrique de formation politique sur les bases du marxisme.

DE LILLE

Une élève « employée de collectivités »

(...) J'ai décidé d'envoyer mon témoignage au Quotidien du Peuple (...). Je travaille en CET dans la branche « employées de collectivités ». 2H de français, et le reste du temps nous le passons à faire ce métier ; nous devons nettoyer les chiottes, nous devons par roulement nettoyer tout l'établissement... Quatre fois par semaine, nous devons faire toute la cuisine pour les élèves, et nous sommes chargées aussi de faire le service de table. Nous devons faire également la lessive des serviettes de cantine. Bien sûr, pas un centime !... Les profs réclament tout un matériel que l'on doit acheter... En plus, on doit payer plus de 250 F par trimestre... pour la cantine !... Un système de prime de 200 F par élève, est instauré : condition pour toucher cette prime aucun prof, aucun surveillant ne doit avoir à se plaindre du moindre manque à la discipline dans une classe... Une fille se révolte : la prime est supprimée pour toute la classe ! Ceci pour nous forcer à la soumission totale.



DES TRAVAILLEURS DE LIP

Nous avons discuté des derniers numéros du Quotidien du Peuple. Voici en bref les remarques qui ont été faites :

-Ce que je lis en premier, c'est les luttes.

Moi c'est l'avant dernière page, mais il faudrait annoncer les émissions intéressantes.

-L'article sur les femmes de Grandin était intéressant parce qu'il répondait aux questions qui se posent dans bien des grèves.

-Sur le Portugal, on a presque tout lu, à part que les textes UDP et MRPP n'étaient pas suffisants pour se faire une idée sur ces deux groupes...

-Il faudrait qu'il y ait davantage d'articles sur les luttes de la classe ouvrière dans les pays capitalistes proches...

-On attend beaucoup du débat sur la crise. On va envoyer notre position, nous à Lip, et en particulier par rapport à la section CFDT qui écrivait avant hier qu'il ne faut pas gêner le redémarrage de l'entreprise.

-Dommage qu'il n'y ait pas tous les jours d'éditorial, ou qu'il n'apparaisse pas toujours nettement...

-Il y a vraiment nécessité des pages régionales

UN TRAVAILLEUR DU LIVRE DE PARIS

Dans leur lettre, en date du 1.10 et reproduite dans le « Parisien Libéré - Spécial grèves » édité par la FFTL le 23 octobre dernier, Séguy et Piot déclarent que « face aux conflits qui se multiplient, il est temps de négocier ». Ce qui semble les inquiéter le plus, c'est « la tension qui ne cesse de monter » chez les travailleurs du Livre et la situation du « potentiel de production graphique nationale ». Mais de l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, il n'en est guère question. En fait, ces dirigeants syndicaux rendus perplexes par la montée des luttes, en viennent à avouer l'échec que s'il refusé de

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

communiqué

Communiqué du Secrétariat National de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Le Secrétariat National de l'UCJR appelle tous les jeunes à descendre dans la rue le jour de l'annonce de la mort de Franco, à organiser des rassemblements populaires, pour manifester notre solidarité avec les peuples d'Espagne et exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

Il appelle, d'autre part, les lycéens et collégiens à observer des arrêts de cours le jour où le pantin Juan Carlos sera couronné, à tenir pendant ces arrêts de cours des assemblées générales pour discuter et organiser la poursuite du soutien à la lutte des peuples d'Espagne.

le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

« s'asseoir à la table des négociations », ils risquent de ne plus pouvoir freiner la combativité ouvrière. Déjà, en gage de bonne volonté, ils avaient fait arrêter, avec tout le poids du révisionisme actif dans le FFTL, les « rodéos » (interceptions par les ouvriers d'exemplaires du « Parisien Libéré » fabriqué par des « syndiqués ») 15 FO : empêchant ainsi la distribution du torchon d'Amaury).

Séguy et Piot font le bilan de l'imprimerie... et celui du conflit Neogravure... Les travailleurs seront contents d'apprendre que le protocole d'accord qui avait conduit à la reprise... a abouti en fait à 1 000 suppressions d'emploi... Plus loin Séguy et Piot deviennent plus concrets, quand ils réclament « un accord cadre doit être négocié qui doit prévoir les conditions dans lesquelles s'effectue l'adaptation professionnelle ». Alors que quelques lignes plus haut, la déclaration souligne que «... l'installation de techniques nouvelles a provoqué le nombreux licenciements ». Piot s'apprête à négocier quand même. Or ce qui se cache sous le terme « introduction de matériel nouveau », c'est la restructuration des licenciements, et la qualification pour ceux qui restent. N'est ce pas exactement ce qu'Amaury cherche à faire avec le Parisien Libéré ? »

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

LES PROPOSITIONS DU P«C»F - 1-

fausses solutions
et vrai capitalisme

Les nationalisations sont un thème central de la propagande du P«C»F depuis au moins la Libération. L'année dernière, lors de ses campagnes sur les surprofits de certains trusts (pétroliers, pharmaceutiques...) et leurs «gaspillages», le P«C»F proposait comme remède radical contre toutes ces «tares» du capitalisme : les nationalisations. Mais avec le développement des luttes des travailleurs, notamment du secteur public, bien souvent exemplaires car elles remettent en cause l'organisation capitaliste du travail et l'exploitation au cœur même des entreprises nationalisées (Renault-La Mans et Douai en ce moment), le P«C»F, pour éviter un affrontement ouvert avec ces derniers, a mis quelque peu en veilleuse ce thème de propagande. Sans pour autant l'abandonner, il l'a fait passer au second plan, derrière sa campagne des «libertés».

Par contre, dans sa polémique avec le PS, une lettre récente de G. Marchais, adressée à F. Mitterrand, a relancé ce thème. Il lui fait part du soi-disant désir des travailleurs de la sidérurgie

(en fait des responsables locaux du P«C»F : Porcu et De Pretri) d'ajouter aux 9 nationalisations du Programme Commun de Gouvernement, celle de la sidérurgie.

Le P«C»F essaie par tous les moyens d'élargir ce «seuil minimum» de nationalisations, à présent discutées avec les socialistes. En effet, l'enjeu pour les révisionnistes est de taille !

C'est la réalisation même de leur projet politique, quand ils seront au pouvoir, qui est en jeu. Il suffirait que les nationalisations ne concernent que 1% des entreprises industrielles (comme c'est le cas avec les 9 nationalisations prévues par le Programme Commun de Gouvernement) et n'intéressent que 4% des travailleurs, pour que les révisionnistes puissent alors contrôler 50% des investissements industriels, pour qu'ils puissent «maîtriser» l'essentiel de l'économie. Lorsque la bourgeoisie accentue l'exploitation des travailleurs des entreprises nationalisées, comme ce fut le cas avec le rapport Nora, le P«C»F parle de liquidation du secteur public. Avec les mesures de «vérité des prix des services publics», de «suppression des aides budgétaires aux entreprises nationali-

sées», la bourgeoisie vise essentiellement des pressions accrues sur les conditions de travail : le P«C»F tente d'en détourner les travailleurs et d'engager leur lutte dans l'impasse par celle de la défense de «l'outil de travail nationalisé».

des
nationalisations...
pour quelle
«maîtrise de
l'économie ?

Ces nationalisations sont dans la suite logique de leur conception de la crise que connaît actuellement l'économie capitaliste. Cette crise pour les révisionnistes, c'est le gaspillage des capitaux comme des hommes au seul profit du monopole. Le soutien de l'Etat pour les intérêts des monopoles ne fait qu'aggraver les choses à leurs yeux. Aussi l'objectif dans ces conditions est pour le P«C»F, non seulement de «briser la domination des monopoles» mais également de réduire cette anarchie de la production. Les nationalisations auraient cette double vertu. D'une part, de remplacer les monopoles privés par des monopoles d'Etat ; d'autre part, de mettre fin à la gabegie pour plus «d'efficacité économique». Ainsi, le P«C»F dévoile son principal souci : lutter contre le gaspillage des profits pour leur transformation en investissements toujours plus productifs, c'est-à-dire en fait de faire toujours plus de profits en exploitant mieux les travailleurs !

Déjà à la Libération, les membres du P«C»F au gouvernement nous avaient démontré ce qu'il en était du véritable contenu de ces nationalisations, une plus grande exploitation du travail. Ils avaient tenté de faire croire alors aux travailleurs que «leur intérêt supérieur» était la remise en marche de l'économie, qu'avec les nationalisations, ils ne travailleraient plus pour les capitalistes mais pour l'intérêt général, «pour la Nation». Et qu'en a-t-il résulté : le redressement de l'économie capitaliste française, la perpétuation de la domination de l'impérialisme et son renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière !

Aujourd'hui, c'est le même langage que nous tiennent les révisionnistes avec les nationalisations proposées par Marchais dans le cadre de leur plan de relance : les nationalisations pour consolider «la relance effective de la consommation, de la production et de l'emploi».

Dans le cadre du Programme Commun de la gauche, le P«C»F tente de nous faire accréditer la même idée : les nationalisations avec la planification et la gestion démocratique ouvriraient «la voie au socialisme» ! Les révisionnistes abandonnent ici l'objectif même des luttes de la classe ouvrière, la suppression des rapports d'exploitation, des rapports de classe, pour une mo-

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



dification de la forme de propriété capitaliste. Substituer à la propriété privée capitaliste la propriété capitaliste d'Etat, ne transforme pas la situation des travailleurs dans notre société. Sa base essentielle : l'exploitation, serait encore préservée.

De plus, les nationalisations s'inscrivent tout-à-fait dans la visée politique du P«C»F de se gagner la confiance des ITC (ingénieurs, techniciens, cadres), en leur faisant miroiter les bienfaits de leur participation à la direction démocratique de l'entreprise qui ont été exposés très largement lors des 36 h d'«Options» (Revue luxueuse à l'adresse des I.T.C.) récemment. Considérés presque dévotement par les révisionnistes, comme les maîtres d'œuvre de l'application de la science à la production, ils verront, dans le cadre de ces nationalisations, leur situation dans les rapports de classe s'améliorer alors que la classe ouvrière verra se perpétuer son exploitation.

des solutions
pour
le
redéploiement
de
l'impérialisme
français

Marchais a aussi proposé le 8 août deux grandes séries de nationalisations :

- celle du secteur bancaire et financier ; alors qu'au Portugal, la récente nationalisation des banques proposées par le P«C»P a démontré le caractère illusoire d'une telle mesure : les holdings financiers des grands trusts continuent à imposer leur loi sur l'économie portugaise. L'inflation et la spéculation n'en ont pas été freinées pour autant.

Pour la France, actuellement, une telle mesure n'intéresse plus que les petits patrons dans les PME (Petites et Moyennes Entreprises), qui ont vu ces derniers mois leur endettement auprès des banques s'accroître énormément. Ceci entre bien dans leur souci de réaliser l'Union du Peuple de France.

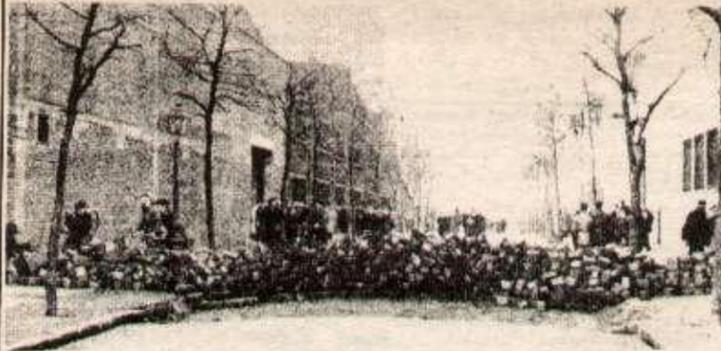
- celle des secteurs qui «occupent actuellement des situations stratégiques pour le développement de notre économie» : la Compagnie Française des Pétroles, Dassault, Citroën, CII Honeywell Bull. Quelle garantie apporterait aux travailleurs un tel transfert de propriété de ces entreprises entre les mains de l'Etat bourgeois, face aux mesures massives de licenciements déjà engagées, à l'extension du chômage partiel à l'accélération des cadences...

Rien d'autre que de leur faire accepter de telles «mesures économiques» sous prétexte de l'intérêt d'ensemble de l'économie pourtant toujours capitaliste. De plus, considérant l'importance stratégique de ces secteurs, au moment où l'impérialisme français est obligé de faire face aux luttes des peuples qu'il domine de réorganiser l'exploitation et le pillage des pays du Tiers Monde, le P«C»F propose avec ces nationalisations, une solution pour renforcer son pouvoir de négociations avec la bourgeoisie française.

Avec ces nationalisations, le P«C»F se propose ainsi de renforcer la situation de la bourgeoisie française, d'accroître la compétitivité de «son économie». Il avance une solution efficace pour le redéploiement de ses marchés extérieurs. Pour ce faire, il est capable de briser l'élan de solidarité des travailleurs de France pour les luttes des peuples dominés, comme lorsqu'il s'est violemment opposé à toute initiative de travailleurs de Renault pour manifester leur solidarité avec les luttes des peuples espagnols dans les dernières semaines (alors que chacun sait que Renault a de nombreuses filiales dans le pays...)

Dans ces conditions, l'objectif du P«C»F d'attribuer de «nouveaux droits» aux travailleurs et à leurs organisations dans l'entreprise... sur toutes les questions concernant sa marche est clair : mieux juguler les luttes des travailleurs qui remettent en cause l'exploitation. Tenter de barrer la route à la lutte révolutionnaire des masses populaires ! Occuper le terrain des nationalisations pour faire tourner l'économie capitaliste à leur profit !

Jean Pierre MORVAN

les travailleurs de Renault
et les nationalisations

Renault, entreprise nationalisée depuis la Libération, est-elle différente des autres grands bagnes capitalistes ? Nous avons posé la question à des travailleurs de Boulogne-Billancourt : «ici aussi, la crise fait sentir ses effets ! Depuis la grève du printemps dernier, les cadences ont augmenté, les mutations arbitraires d'un atelier à l'autre, les avertissements se sont multipliés. La direction utilise le chômage comme une menace... Et pourtant, elle embauche massivement des intérimaires (près de 800 à Billancourt...)» Pendant la grève, la direction s'est même servie de la nationalisation comme argument pour briser le mouvement : «Vous voulez couler la Régie, face à la concurrence nationale et étrangère». «Bien entendu, répond un travailleur, ça n'a pas pris. D'ailleurs pas mal d'ouvriers, en particulier les immigrés ne font pas la différence...»

Le Quotidien du Peuple : Et si l'entreprise était gérée «démocratiquement», la situation serait-elle différente ?

- Je ne pense pas. D'abord, il y a la concurrence des autres boîtes, qui force la Régie à intensifier les cadences pour être «rentable».

D'ailleurs pour le PCF, si la Régie est devenue la première entreprise automobile de France, c'est grâce à une politique sociale «hardie». Si les travailleurs ont obtenu quelques avantages (le salaire minimum n'est tout de même que de 1 995 F par mois !), c'est grâce à leurs luttes. D'autre part, belle logique que celle de ces messieurs : il faut accorder quelques miettes aux travailleurs pour les empêcher de remettre en cause le système, et pour les inciter à produire plus ! Et lors de la réorganisation de la direction de la Régie, en septembre 75, si la CGT a protesté, c'est d'abord et avant tout parce que «les élus du Comité d'Entreprise n'ont pas été consultés...»

«Les délégués, ils font leur politique, ajoute un immigré. La campagne sur les libertés, c'est pour que le PCF puisse diffuser tranquillement ses tracts et ses journaux. Mais quand les révolutionnaires se pointent à la porte, ils les vivent !»

Curieuse conception de la liberté qui donne un aperçu aux travailleurs de ce que le P«C»F entend par entreprise nationalisée «gérée démocratiquement...» !

débat avec le Quotidien du Peuple

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

44, rue de Rennes
VENDREDI 31 OCTOBRE
à 20 H 30

avec Michel FLORAC et Stéphane RAYNAL

politique

CGT-CFDT les relations confédérales se crispent

La position de la direction de la CFDT est pour le moins fluctuante, par rapport à l'union de la gauche. Faut-il rappeler que l'attitude critique vis-à-vis du programme commun jusqu'aux élections présidentielles se transforme à ce moment-là en un soutien franc, ouvert et sans réserve à Mitterrand sous le prétexte de «l'immense espoir» qu'il apporte aux travailleurs. Poursuivant sur cette lancée de la «dynamique de la gauche», les «masses sur le socialisme» d'il y a un an sont une vaste tentative du PS de mettre la main sur la CFDT avec la complicité de certains dirigeants. Or le dernier conseil national de la CFDT indique, par le rapport de Lesire Ogrel, que «la gauche n'apporte des solutions ni aux préoccupations du moment ni aux questions stratégiques qu'elle n'aborde pas au fond». Que s'est-il passé, qu'est-ce qui a changé ? L'attitude de la direction de la CFDT est celle de l'accordéon : quand l'union de la gauche fait bonne figure, les réformistes dans la CFDT veulent en bénéficier et prennent le train en marche, quand elle va mal, ils se mettent sur le quai en clamant la «spécificité» de la CFDT. Or, depuis un an, la gauche est plus célèbre par ses divisions que par sa «crédibilité».

Le dernier conseil national de la CFDT est donc un aveu d'échec, l'aveu d'une double impasse : d'une part le ralliement de la CFDT à l'union de la gauche a suscité une nette opposition de ceux pour qui, clairement dès cette époque, la gauche ne pouvait pas apporter de solutions aux préoccupations des travailleurs. Cette opposition n'a fait



que se renforcer avec le développement de la querelle PS-PC. D'autre part le projet annoncé au 36ème congrès de faire de la CFDT un syndicat qui compte à côté de la CGT est loin d'être réalisé au moment où s'annonce le 37ème. Dans le cadre de «l'unité syndicales», la CFDT n'a guère laissé apparaître sa «spécificité» et s'est trouvée à la remorque de la CGT fidèle aux journées d'action comme le 10 juillet, le 26 septembre, le 4 octobre.

Quand Lesire Ogrel estime que «les travailleurs ne comprennent plus» où va l'union de la gauche, c'est précisément qu'ils comprennent de mieux en mieux. Et c'est sa myopie réformatrice qui lui fait dire que «la gauche n'étant plus crédible on ne voit pas d'issue politique». Un an après les «masses-de-la-dynamique-de-la-gauche» !

Ça n'empêche pas le PS de faire une «grande réunion» à Lens sous la présidence de Mauroy, pour étudier son implantation dans les entreprises ! Mais il semble bien que la filière de la CFDT ne soit pas actuellement très adéquate pour cette opéra-

tion. Car les retournements de sa direction traduisent le manque de crédibilité de l'union de la gauche dans la classe ouvrière.

Le discours mielleux de Mitterrand à Europe 1 n'est pas fait pour réhausser son prestige : «ce qui m'intéresse c'est comment vivent les travailleurs, ce qu'il en ait de leur salaire, leur logement, l'éducation de leurs enfants...». Cette émouvante déclaration était noyée dans un fatras sur son «refus de la polémique», sa «fidélité aux engagements», son «amitié pour Deferre», «les alliances municipales», son «sens de l'honneur»... Les conditions de vie et de travail des travailleurs ne servent à Mitterrand que de prétexte, au détour d'une phrase, pour faire du sentiment ; ce qui l'intéresse, c'est comment faire du PS le parti qui sera la clé de voute d'un gouvernement avec ou sans le PCF. Quelle exaltante perspective pour la classe ouvrière... et quelle impasse pour le PCF qui n'a d'autre issue que de trouver cette situation «préoccupante» !

Fabien VAUDOIS

le vote du budget logement : ENCORE MOINS DE LOGEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS

Les députés voteront aujourd'hui le chapitre du budget consacré à l'équipement et au logement. Les services de Fourcade ont tenté de camoufler les véritables orientations du budget 76, et de le présenter en progression. L'analyse détaillée des documents présentés permet malgré tout de constater que le nouveau budget confirme plusieurs des instructions de Giscard dans ce domaine.

Globalement, on note une très nette diminution des crédits d'équipement de 7,5 milliards soit 19% de moins par rapport à 75. Compte tenu de l'inflation, le budget 76 pour l'équipement est inférieur d'un tiers au budget 75.

Pour ce qui est du logement proprement dit, la baisse est moins nette, la plupart des postes sont en augmentation mais seulement en apparence, étant donné la hausse des prix et en particulier des coûts à la construction, le nombre de logements et d'équipements urbains réalisés sera moindre.

La baisse sera particulièrement sensible dans la catégorie des HLM locatifs, c'est-à-dire les logements les plus accessibles aux masses populaires. Il y en aura moins de 100 000 de réalisés avec les crédits de l'Etat, 10 600 de moins que cette année. Par contre, l'aide de l'Etat se maintiendra, en ce qui concerne les ILN : catégorie supérieure des logements aidés et pour les HLM en accession à la propriété elle augmentera pour les logements les plus chers réservés aux cadres supérieurs.

La distribution des crédits de l'Etat va dans le sens des propositions du livre blanc sur les HLM qui souhaitait qu'il n'y

ait plus qu'une seule catégorie de HLM : la plus élevée, celle aussi qui est la plus onéreuse, la moins accessible aux travailleurs.

La diminution des crédits de l'Etat est aggravée par la diminution des autres «aides» au logement.

Le 1% patronal n'augmente que de 10%, l'enveloppe de l'allocation logement des employeurs de 13%, l'allocation logement de la caisse nationale d'allocations familiales de 9%, donc dans des proportions sensiblement inférieures à la hausse des prix.

Il ressort de tout ceci que le problème du logement pour les travailleurs va s'aggraver, parce qu'il y aura moins de HLM de construits et parce que l'allocation logement diminuera en valeur réelle.

L'innovation du budget de cette année, c'est la part affectée à la restauration des logements anciens comme l'avait souhaité Giscard. Ça coûte en effet moins cher de retaper un vieil immeuble que d'en construire un neuf. Cette politique qui se développe actuellement sur plusieurs villes, mène à des hausses de loyer considérables sans rapport avec le supplément de confort dû à la modernisation.

Dans l'ensemble, seuls augmentent les crédits accordés à la résorption de l'habitat insalubre, mais, la ventilation des crédits montre que ce qui augmente en fait c'est la part destinée à des opérations purement publicitaires : édition de brochures et lancement de campagnes d'information : 0,7 milliard leur sont affectés. Ce qui montre qu'en ce domaine l'aide de l'Etat sera du vent.

serge LIVET

Aujourd'hui commence à Bruxelles une réunion, pour tirer un bilan de l'Europe Verte. Nous commençons ici une série de 3 articles sur le Marché commun agricole et ses conséquences pour les travailleurs.

où va le marché commun agricole ? -1-

Quand, à la veille des vendanges, les viticulteurs français se retrouvent avec leurs cuves pleines de la récolte précédente, ils s'en prennent au vin italien qui entre en France et concurrence le leur. Le gouvernement français suit, lui aussi, cette même logique et tente de dissuader les négociants français d'acheter du vin italien en frappant celui-ci d'une taxe au passage de la frontière. Et les italiens protestent ! Une telle taxation n'est conforme ni à l'esprit ni à la lettre du marché commun agricole, disent-ils. Du coup, l'avenir de ce marché commun se met à poser problème. D'autant plus que les allemands le trouvent trop onéreux et n'hésitent pas à remettre explicitement en cause son organisation actuelle, alors, que va-t-il se passer à Bruxelles, à la fin de ce mois ?

Pour tenter de mieux le comprendre, il est nécessaire de rappeler brièvement comment est né et comment a évolué ce marché.

UN ACCOUCHEMENT TRES, TRES DIFFICILE.

Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, visait à la création d'une communauté économique entre six pays européens. Dans la rédaction finale de ce traité,

sur 248 articles, 10 seulement concernaient l'agriculture. Et encore leur contenu était-il si vague qu'il laissait la porte ouverte à une multitude de chicaneries ! C'est que longtemps, au cours de la préparation, on avait hésité à inclure l'agriculture dans ce traité. Un vote du Conseil de l'Europe, le 24 octobre 1956, avait mis fin à ces tergiversations. Ce fut, dans un climat tendu, un vote à l'arraché acquis par seulement 35 voix contre 26 et 19 abstentions en faveur de l'intégration de l'agriculture dans le marché commun.

Quelques années auparavant, l'Europe, en effet, venait de subir, en ce domaine, un cuisant échec en ne parvenant pas malgré deux ans de discussions à trouver un compromis jetant les bases d'un «Pool Vert». Ce «Pool» tendait à la création de marchés communs pour les principaux produits agricoles et à l'organisation d'institutions supra-nationales chargées de les gérer. La recherche de cette entente avait été menée dans le cadre de l'«Organisation Européenne de Coopération Economique» (O.E.C.E.), organisme créé sous l'égide des U.S.A. pour répartir et rationaliser l'aide du plan Marshall. L'O.E.C.E. groupait 16 pays, auxquels, pour la

discussion sur le «Pool Vert» était venue se joindre l'Espagne (les impératifs de la guerre froide avaient fait oublier les scrupules anti-fascistes qui, jusque là, l'avaient tenue à l'écart !)

La cause la plus voyante de cet échec fut la répugnance des gouvernements à laisser s'établir des autorités supra-nationales limitant leur propre pouvoir. Le refus, en août 1954, par l'Assemblée Nationale française de ratifier le traité instituant la «Communauté Européenne de Défense» (C.D.E.) illustre cette hostilité à une intégration politique européenne. En fait, les causes décisives sont à chercher dans la situation économique et politique de l'agriculture dans chacun de ces pays. D'une nation à l'autre, la «modernisation» de l'agriculture était très variable et surtout les rapports de force entre la paysannerie et les autres couches sociales étaient si différents qu'une politique globale («équilibrée») paraissait impossible. Chaque gouvernement préféra donc conserver son autonomie quant à la politique à mener pour que les paysans continuent à se comporter en alliés de la bourgeoisie.

Mais il n'était pas possible d'envisager une intégration européenne de l'industrie en lais-

sant en marge l'activité agricole : il en résulterait des distorsions trop importantes, de pays à pays, entre les prix alimentaires, le coût de la vie et finalement les salaires. L'intégration industrielle exigeait donc un minimum d'harmonisation des agricultures.

De plus, des facteurs internes à l'agriculture elle-même poussaient à cette intégration. En ce qui concerne la France, par exemple :

«La grosse agriculture céréalière et betteravière avait tiré d'énormes profits de la politique menée après la libération pour lutter contre la pénurie (prime à l'hectare et diminution des bénéfices imposables pour la production de blé...). Le poids politique de cette grosse agriculture était considérable (en décembre 49, le ministre de l'agriculture, P. Pflimlin, démissionne parce que le conseil des ministres a fixé le prix de la betterave à sucre à un taux plus bas que celui qu'il avait promis aux betteraviers !). La France, «grenier» d'une Europe agricole intégrée ne pouvait que constituer une perspective alléchante.

Au sein de la petite et moyenne paysannerie, le courant «européen» était aussi fort vivace. La jeune génération, elle,

suivait en masse la «Jeunesse Agricole Chrétienne» dont l'idéologie était européenne (en mai 50, la J.A.C. réunit à Paris 70 000 jeunes paysans !). Globalement, les campagnes accordaient leurs suffrages au M.R.P., européen lui aussi.

Ainsi donc, si l'intégration totale de l'agriculture n'était pas possible, son exclusion pure et simple de la construction européenne n'était pas plus envisageable. Il fallut donc trouver une voie moyenne qui permette une unification maximale des marchés agricoles tout en ménageant, pour chaque Etat bourgeois la plus large marge de manœuvre politique possible vis-à-vis de sa paysannerie. C'est un tel compromis, acquis difficilement, qui permit à l'agriculture d'apparaître dans les accords du traité de Rome. Ce compromis explique aussi que les dix articles agricoles de ce traité ne soient qu'un recueil de généralités. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en vingt ans d'histoire, les problèmes de la crise se soient régulièrement succédés au sein du marché commun agricole. Nous verrons dans les prochains articles, quelle portée ont ces crises sans cesse renouvelées.

(à suivre)

J.C.D.

luttons ouvrières

AIR FRANCE " depuis lundi, la lutte ne fait que s'amplifier "

en bref..

GREVE AVEC OCCUPATION A CATRICE (Lys-les-Lannoy - près de Lille)

Depuis lundi, les ouvriers de cette usine de plastique (140 salariés) sont en grève :

- pour 50 centimes de l'heure,
- pour le troisième mois,
- contre le chronométrage.

Le refus du patron a entraîné l'occupation, ce qui prouve la détermination des travailleurs. Ce n'est pas la coupure du chauffage par le patron ni le refus de négocier tant que l'usine est occupée qui fera reculer les ouvriers (magazine).

La popularisation et le soutien démontrent.

LA SITUATION SE DURCIT CHEZ E.C.H. A HEM

La lutte menée contre les licenciements dans cette petite usine du bâtiment a révélé le caractère fasciste des patrons, derrière leurs apparences paternalistes : lundi, le patron a violemment frappé après avoir tenté de le photographier, un travailleur, membre du Comité de Lutte contre le Chômage qui soutient cette lutte.

Les flics ont montré leur complicité avec les patrons en refusant d'enregistrer la plainte du camarade. Quant aux responsables du syndicat, ils sont longs à se mettre en route.

ORLANS : LES PATRONS JOUENT LA FORCE..

Après 9 heures de négociation sans interruption et sous la pression des grévistes présents, le patron a accepté de céder :

- 5^e semaine de congés payés,
- augmentation uniforme de 70 F.

La direction se refuse à payer les heures de grève à 50 % comme le demandent les travailleurs.

Ce matin, la grève continue, les grévistes, plus déterminés que jamais, bloquent les portes, ulcérés de cette attitude provocatrice : « Cette direction qui n'hésite pas à investir plusieurs milliards dans des lignes nouvelles de parfum, se refuse à payer 240 F aux grévistes ».

La direction joue la carte « coup de force » pour s'en sortir : deux cars de flics viennent de charger, matraques au poing, les ouvriers et les membres du comité de soutien. Une camionnette a pu sortir de l'usine.

Dans le contexte orléanais, cette provocation brutale montre combien la bourgeoisie a peur d'un mouvement qui fasse tâche d'huile sur les autres usines, elle qui, depuis 68 à Orléans, n'avait plus envoyé ses flics contre des travailleurs en grève.

Mardi 28 octobre, 12 h

PARVEY

Cette usine de Dijon qui produit des moteurs électriques et emploie plus de 900 travailleurs, est occupée. Les grévistes entendent ainsi s'opposer aux 50 licenciements annoncés pour fin octobre et aux réductions d'horaires (24 heures). Une autre usine du groupe est également occupée, dans l'Isère, depuis le 22 octobre.

NORMACEM : GREVE CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL

Dans cette entreprise de la banlieue lyonnaise qui produit des petits moteurs, les horaires ont été réduits à 37 H 30, pour le personnel ouvrier, avec la perspective d'une journée chômée, le 10 novembre.

Mercredi dernier, à l'appel de la section CGT, une réunion d'information avait lieu. Les travailleurs décidaient alors l'occupation de l'usine, exigeant le paiement des heures chômées.



A Air France, les travailleurs rentrent dans leur troisième semaine de grève : lundi, les travailleurs d'Orly Nord et d'Orly Sud se rejoignent et bloquent les pistes, devant faire face à une nouvelle intervention des CRS, envoyés par la direction, qui accentue de plus en plus la répression contre les grévistes. Mais cette répression, loin d'affaiblir la lutte, ne fait que la renforcer depuis plusieurs jours. Le mouvement s'étend et le conseil des ministres qui normalement doit statuer aujourd'hui sur le démantèlement ou le non démantèlement d'Air France fait des jours qui viennent une période décisive. Les travailleurs ne s'y sont pas trompés : il est prévu que de nouveaux secteurs, notamment sur Paris, rejoignent la lutte sous peu. Nous avons interviewé un délégué CFDT d'Air France qui fait, avec nous, le point sur la lutte et nous parle des conditions de travail à Air France.

INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ CFDT

— Le Quotidien du Peuple : Après trois semaines d'action, peux-tu aujourd'hui faire le point sur la lutte ?

— Michel : L'essentiel se passe aux zones d'entretien, à Orly Nord, à la direction du matériel et à l'entretien à Roissy. Lundi matin, une conférence de presse a eu lieu. Les travailleurs s'y sont rendus. Les gars d'Orly Nord ont rejoint ceux d'Orly Sud et ensemble ils se sont rendus au point prévu. Ils ont été bloqués par les CRS qui avaient l'ordre d'intervenir par la force. Mais les travailleurs ont quand même réussi à passer. Ils ont pénétré dans l'aérogare. Pendant 2 heures, dans le hall de la gare, ils ont couvert avec leurs voix les annonces des départs et arrivées des avions, affirmant leur volonté de lutte. Depuis lundi, la lutte ne fait que s'amplifier.

Cette semaine est décisive.

— Le QdP : Il semble que ce soit les secteurs ouvriers qui ont le plus bougé : peux-tu nous en parler ? Quel est leur travail, leurs conditions de travail ?

— Michel : Il y a d'abord l'entretien des avions : le travail consiste à faire des visites, petites ou grandes, aux avions qui dépendent en gros du nombre d'heures de vol effectuées. Là, on « déplaute » l'avion plus ou moins partiellement, on démonte les moteurs, on les nettoie, on change les pièces, etc... Le plus pénible, c'est à l'entretien des cabines : il faut nettoyer, changer les housses, et puis enfin, il y a le service hôtelier : ce sont les deux secteurs les plus durs, avec les bagagistes sur les pistes. Bref, tous les secteurs-clés. Enfin, à l'entretien, les salaires sont dégueulassés.

— Le QdP : La direction accuse les travailleurs de remettre en cause « le bon équilibre » d'Air France par leur grève qualifiée d'« irresponsable ». Cette propagande joue-t-elle sur la conduite de la lutte ?

— Michel : Ça dépend des secteurs. Nous (la section CFDT), on a fait un papier qui s'intitulait « Qui veut couler Air France ? » et qui répondait à cette propagande. Cela a porté positivement. « On est dans une situation difficile, les syndicats n'arrangent pas les choses », voilà la propagande qui était faite. Cet argument tient de moins en moins : les gars disent « C'est ce qu'on veut nous faire croire ».

— Le QdP : Peux-tu nous parler des formes de lutte et de la façon dont se passe la grève ?

— Michel : Les débrayages quotidiens, c'est très efficaces : d'une

part, ça fait perdre peu d'heures aux gars et en plus, vu qu'ils ne bossent pas, ça désorganise complètement le service. Ce qui est intéressant, c'est que les gars sont beaucoup plus motivés et participent beaucoup. C'est la première fois, à Air France, qu'il y a une grève aussi dynamique. Ce n'est pas seulement sur des mots d'ordre qu'on leur balance qu'ils suivent.

— Le QdP : Depuis le début de la grève, on assiste de la part de la direction à une répression qui va en s'accroissant ?

— Michel : Depuis l'intervention des CRS, la semaine dernière à Roissy, ça s'est durci et cela ne peut aller qu'en se durcissant, avec les mesures qui vont être annoncées. On n'a pas d'autres ressources que de continuer la lutte et de durcir le conflit.

recueilli par R. FEUILLET

SOVIREL - IDÉAL STANDARD manifestation devant la préfecture



Pendant une heure trente plusieurs centaines de travailleurs de Sovirel et d'Idéal-Standard ont fait le siège de la préfecture de Melun. Suite aux actions des semaines précédentes (blocages des voies ferrées, barrage d'une bretelle d'autoroute), le préfet avait dû recevoir une délégation inter-syndicale de Sovirel. Se considérant comme solidaires de leurs camarades d'Idéal-Standard, les délégués de Sovirel les ont invités à se joindre à la délégation et à la manifestation de soutien. A Sovirel, des débrayages ont eu lieu toute la journée dans les différents services pour appuyer cette action. Malgré la fraîcheur du temps l'ambiance était très chaude devant les grilles de la préfecture

et les flics en faction n'étaient guère rassurés devant la détermination des ouvriers. Le préfet a refusé catégoriquement d'admettre les ouvriers d'Idéal-Standard. Il a seulement réaffirmé à la délégation de Sovirel sa volonté d'envoyer à nouveau les CRS contre les prochaines manifestations. Selon lui, « des licenciements sont inévitables » sa solution : les transformer en « départ volontaires ». Ces réponses provocatrices ont déclenché des cris d'indignation et provoqué la colère des travailleurs. Mais ce refus n'a fait que renforcer la détermination des travailleurs qui préparent de nouvelles actions pour la fin de cette semaine.

GILMO-OBSSESSION : 3 usines en grève

Gilmo - Obsession : manufacture de corsetterie - 250 travailleurs répartis en trois usines (Villeurbanne - Crémieu - Cuisery).

Alors que depuis le 8 septembre, les ouvrières ne travaillent que 24 heures par semaine, le patron a déposé son bilan et disparu avec le paye de septembre. Depuis le 15 octobre, les travailleuses sont en grève et occupent les locaux. A Villeurbanne, nous les avons rencontrées avec leur délégué CGT.

— Le Quotidien du Peuple : Aujourd'hui, quelles sont vos revendications ?

— Nous voulons notre paye de septembre et les indemnités de chômage partiel mais nous nous battons aussi pour le maintien de l'emploi sur place et pour tous.

— Le QdP : Le patron a déposé son bilan, l'entreprise avait des difficultés ?

— Quand il a déposé son bilan, il y avait une légère baisse des commandes mais c'est comme ça chaque année : quand on entre dans la période d'hiver, la production de maillots de bain diminue mais les carnets de commande étaient aussi pleins que les autres années, à même époque. Pour nous, pas de problèmes : Gilmo est viable.

— Une autre ouvrière : — C'est comme partout ailleurs, aujourd'hui on n'est pas les seuls à subir leur crise.

— Les travailleurs de Gilmo ne sont pas les seuls en effet : sur

Villeurbanne, de nombreuses boîtes en lutte : AMTEC, Landis, Cendron... leur apportent leur soutien.

Une manifestation commune des travailleurs de Gilmo et AMTEC est prévue pour le 29 octobre : — « C'est important de ne pas être seul, c'est pour cela que nous popularisons notre lutte sur la ville par des manifestations dans les rues, des diffusions de tracts et des discussions sur les marchés de Villeurbanne avec la population ».

Une grande solidarité anime également les grévistes entre eux et ils essaient de surmonter ensemble les problèmes spécifiques à leur lutte.

— « A Gilmo, il n'y a que quelques hommes, avec l'occupation, nous les femmes rencontrons beaucoup de problèmes avec les enfants, le ménage, etc. En faisant plusieurs équipes, nous nous organisons pour les résoudre le mieux possible ».

— Le QdP : Comment s'organise la lutte entre les trois usines ?

— Les trois boîtes sont occupées, chacune de notre côté, nous manifestons dans nos villes, la coordination se fait au niveau du syndicat CGT. Il y a aussi des délégations d'une usine à l'autre.

Les travailleuses de Gilmo-Obsession sont décidées à se battre jusqu'au bout :

— « Même si on nous donne notre paye de septembre, nous continuerons à nous battre tant que l'emploi ne sera pas maintenu ».

histoire du mouvement ouvrier

LA CRISE DE 1929 -1-

La crise économique de 29 fut, par sa durée, son étendue, et sa profondeur une des plus graves qu'ait connues le système capitaliste.

On ne peut en rendre compte sans rappeler les conditions nouvelles apparues dans le monde après la guerre impérialiste de 14-18.

LE MONDE APRÈS LA GUERRE DE 14-18

1) Pour la première fois un pays, la Russie, parvient à rompre le front capitaliste et s'engage dans la construction du socialisme. La Révolution d'octobre a un impact énorme, tant dans les métropoles impérialistes que dans les colonies ; mais c'est aussi un marché immense qui échappe aux capitalistes.

Dans le même temps, commence, avec l'essor des mouvements de libération nationale, notamment en Asie (Chine, Indes) ou au Proche Orient, la dislocation des empires coloniaux. De plus, de nombreux pays sous tutelle (les dominions britanniques par exemple) ont profité de la guerre pour développer leur production (agricole et industrielle) et n'offrent plus le même marché aux vieilles métropoles impérialistes.

2) La guerre a bouleversé les rapports de force, au sein même du camp des pays impérialistes vainqueurs.

L'impérialisme français est très affaibli, endetté à l'intérieur comme à l'extérieur. Il ne retrouvera sa production d'avant guerre qu'en 1925. Le Franc ne sera stabilisé, au 1/5 de sa valeur de 1913, qu'en 1926.

La Grande Bretagne perd son hégémonie dans le commerce international. Auparavant grande créancière du monde, elle se trouve maintenant endettée vis-à-vis des Etats Unis. Elle ne retrouvera jamais le niveau de ses exportations d'avant-guerre et son industrie connaîtra un marasme permanent.

Les grands bénéficiaires de la guerre, ce sont les USA.

Alors que chute la production de leurs alliés, la leur progresse

de 15 % pendant la guerre. Elle représente 40 % de la production mondiale.

Pourvoyeurs de l'Europe pendant les hostilités, ils ont décuplé leur excédent commercial d'avant guerre et se sont faits les créanciers des gouvernements français et britannique pour un montant de 10 milliards de \$.

Ils sont les seuls à avoir pu maintenir la convertibilité de leur monnaie et ont rafflé la moitié du stock d'or mondial.

Mais cette prospérité est fondée en partie sur le dénuement des pays européens : en 1921, lorsque commencent à diminuer les importations européennes, les Etats Unis connaissent une récession importante.

3) La situation de l'Allemagne, elle, est désastreuse. Non seulement elle perd une partie importante de son territoire, mais elle est tenue responsable, par le Traité de Versailles, de tous les dommages causés par la guerre. Mais à la différence de l'impérialisme français, qui fera son possible pour saigner à blanc et étrangler l'Allemagne, la Grande Bretagne et surtout les Etats Unis - par souci de maintenir un certain équilibre sur le continent européen, et surtout pas intérêt financier - préféreront œuvrer au redressement de l'Allemagne. Celle-ci devint le terrain privilégié de l'exportation des capitaux anglo-saxons, notamment US.

Ce sont ces crédits qui permettront aux entreprises allemandes de reconstituer leur fonds de roulement (complètement inexistant après l'inflation galopante de 1923), qui gageront la monnaie allemande (et aussi autrichienne), qui compenseront une balance commerciale constamment et largement déficitaire.

La plus grande partie de ces prêts sont à court terme, composés de capitaux flottants attirés par un taux d'intérêt (10 %) largement supérieur à celui pratiqué à New York (3 % jusqu'en 26).

D'où une très grande fragilité de l'économie allemande : un retrait de ces fonds et c'est l'effondrement. On comprend l'effet destructeur immédiat de la crise US de 29 sur ce pays.

Mais cette spéculation a nécessairement des limites :

*Quand la valeur en Bourse d'une action industrielle, par exemple, monte rapidement, le dividende, même s'il augmente lui-même, ne peut suivre : il en résulte que le taux de rendement de l'action diminue.

*Le taux d'intérêt des «prêts à vue», qui nourrissent la spéculation, grimpe avec elle.

Aussi, à la veille du crack boursier, des spéculateurs empruntent de l'argent à 10% pour acheter des titres qui ne rapportent que 2% mais qu'ils espèrent revendre à profit !

A partir de septembre 29, se produisent déjà des revirements de tendance. Vers la mi-octobre, la diminution sensible, comme dans les milieux financiers, des bénéfices industriels, notamment dans l'automobile, provoque une accumulation d'ordre de vente. Le 24 octobre, c'est le crack : 13 millions de titres proposés à la vente.

L'effondrement boursier n'est que le signe d'une crise plus profonde qu'il précipite.

Les premiers temps, il atteint les banques. Pour faire face à des retraits massifs de dépôts inquiets, elles doivent accroître leurs liquidités. Certaines, ayant leurs fonds immobilisés dans des opérations à long terme, se trouvent acculées à la faillite, paralysant ainsi l'activité de nombreux déposants (90% des transactions se faisant par chèques). Le système bancaire restreint considérablement le crédit aux entreprises et à la consommation.

Les entreprises, dont la situation financière est la plus fragile font faillite.

La diminution des ressources effectives ou espérées, le dérèglement du crédit à la consommation, les perspectives sombres aggravent la mévente.

Les stocks restent invendables : la réduction de la production s'accélère alors, entamant une nouvelle diminution de la consommation qui se répercute sur la production.

Le fond de la crise est atteint en 1932 : diminution de plus de la moitié du Produit National.

Le nombre de chômeurs totaux atteint au plus profond de la crise 15 à 17 millions de personnes (30% de la population active) sans compter les chômeurs partiels.

Sous prétexte que ce serait habituer les chômeurs à l'inactivité, le gouvernement fédéral n'organise aucune aide aux chômeurs, laissant «l'initiative» aux villes et aux organismes de «charité» : des fonds distribués ne représentent, par exemple à New-York, que 5% de la perte de salaire due au chômage.

La misère du prolétariat n'a d'égale que celle des petits paysans : la crise accélère l'effondrement des cours. Les prix des produits agricoles baissent des 2/3 ou des 3/4 provoquant la ruine de 15 millions d'agriculteurs.

Après la crise de 21, les Etats-Unis connaissent une phase d'expansion importante : en 6 ans (23 à 29), la production industrielle augmente de 64% et parvient à représenter les 45 % de la production mondiale. Mais en fait, derrière cette façade de prospérité, croissent les éléments d'une crise de surproduction.

Si la production croît largement, les possibilités d'écoulement des marchandises, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne croissent pas dans les mêmes proportions.

1) Sous couvert de «rationalisation», les trusts se livrent à une exploitation accrue des travailleurs.

Par la standardisation, ils généralisent le travail à la chaîne. Le taylorisme est introduit systématiquement. La mécanisation accélérée conduit à l'augmentation des cadences. Ainsi, une heure de travail en 1929 produit 75% de plus qu'en 1923. Près du double !

Les salaires eux ne progressent que de 13%.

«L'american way of live» est le mode de vie d'une minorité. Pendant le «boom», une large partie de la population reste dans un état misérable. En 1929, 60% des américains avaient un revenu inférieur à 2 000 dollars (dont 21% inférieurs à 1 000 dollars), somme considérée comme un minimum strict. Le nombre de chômeurs, du fait notamment de la «rationalisation», ne descendra pas au dessous de 2 millions dans les années 20.

Quant aux revenus des agriculteurs, du fait d'une crise agraire permanente et de l'accaparement des terres par les gros fermiers. Ils diminuent d'un tiers entre 1918 et 1929, 2 millions de paysans ruinés du Middle West doivent quitter la terre. Pour élargir d'une manière factice le marché intérieur, les capitalistes US lancent le crédit à la consommation. En 1929, le dixième de la production sera écoulé de la sorte.

2) Sur le marché international, les Etats-Unis doivent faire face à une concurrence accrue. Les tentatives de coup d'arrêt à l'expansionnisme japonais, le relèvement des tarifs douaniers US en 1922 sont des signes



crise de surproduction : du côté dans les locomotives

évidents des difficultés US à maintenir leur situation privilégiée : en 1929, l'excédent commercial était le 1/4 de celui de l'immédiat d'après guerre.

Une production qui se développe largement, des profits importants, mais une stabilité relative des marchés : dès 1927, un premier essoufflement se produit. A partir de 1928, le bâtiment connaît des difficultés. En 29, la vente d'automobiles - secteur clé dans le «boom» - commence à stagner tandis que les excédents notamment des produits agricoles augmentent.

Tous ces signes avant-coureurs n'altèrent pas la confiance absolue des dirigeants et des milieux d'affaires US dans la force et la stabilité de leur économie. A la veille même de la crise ouverte, ils proclament la fin des crises cycliques et promettent pour le capitalisme libéral, un avenir éternellement radieux !

En fait, la machine économique commence à tourner à vide.

Les banques, les trusts du fait du tassement des possibilités

d'investissements productifs-utilisent, de plus en plus, leurs profits à des fins spéculatives, d'abord sur les terrains, puis à la bourse à partir de 28, notamment.

La bourgeoisie tente de présenter la crise de 29, comme le résultat d'un effondrement boursier dû aux mouvements incontrôlés d'une masse de petits porteurs.

Mais une enquête du Sénat américain montre qu'en 1929, on compte environ un million et demi de clients à la bourse, dont 600 000 opérant à crédit, ceci sur 40 millions de chefs de famille.

Les trusts utilisent, y compris leur fond de roulement dans la spéculation boursière, soit directement, soit par des prêts aux «brokers» (courtiers en bourse). Ces prêts seront multipliés par 4 entre 26 et 29. La hausse boursière est encouragée par les achats à la «marge», c'est-à-dire, pour l'essentiel, avec de l'argent emprunté «à vue». L'indice des cours monte en flèche : 122 en juin 27, 153 en juin 28, 238 en septembre 1929.

qu'est-ce qu'une crise de surproduction ?

Dans leur course au profit, les capitalistes cherchent à étendre leur production et jettent des masses énormes de marchandises sur le marché.

Mais le même motif - le profit - qui pousse les capitalistes à élargir sans cesse leur production, les incite aussi à restreindre autant qu'ils le peuvent le pouvoir d'achat des travailleurs. De ce fait, l'élargissement de la production se heurte inévitablement au cadre étroit de la demande solvable des masses populaires.

La crise est la phase où cette contradiction apparaît sous la forme aiguë de la surproduction de marchandises qui ne trouvent pas d'écoulement.

La surproduction, en régime capitaliste, n'est jamais absolue : il n'y a jamais trop de choses produites par rapport aux besoins des travailleurs. Bien au contraire ! On dit qu'elle est relative parce que le surplus de marchandises n'existe que par rapport à la demande solvable et non par rapport aux besoins réels de la société.

après Franco, le franquisme ?

LA «JUNTE DÉMOCRATIQUE» (1) «le patriotisme et l'honneur des forces armées»

Suite de notre enquête sur les forces politiques réactionnaires.

Le 30 Juillet 1974, Carrillo et Calvo Serer présentèrent à Paris la Déclaration et le Programme de la Junte Démocratique : deux textes où l'on trouve des aveux éloquentes sur les objectifs de la Junte...

Pour Carrillo-Serer, «presque tout le monde» en Espagne est d'accord pour des changements démocratiques : ils constatent «l'actuelle rencontre dans la liberté des aspirations morales et matérielles des classes travailleuses et de la haute bourgeoisie néo-capitaliste...» Etrange vraiment ce consensus sur la démocratie qui réunirait dans une même volonté les classes exploitées et les classes exploiteuses, celles-là mêmes qui ont poussé et maintenu Franco au pouvoir depuis plus de 35 ans : l'oligarchie rebaptisée par Carrillo !

C'est que, de l'oligarchie, la Junte partage les craintes sur Carrillo, du P.C.E et Calvo Serer, monarchiste



l'avenir de l'Espagne. En particulier celle d'une explosion populaire «au cas où se poursuivrait l'extrémisme répressif du régime actuel» (Carrillo ne parle pas de fascisme). C'est pourquoi Carrillo déclare, en Septembre dernier, à la revue américaine Newsweek : «je préférerais cent fois une transition pacifique...» Depuis quand l'oligarchie cède-t-elle sa place pacifiquement ? Ne cherchez pas ! Depuis que Carrillo-Serer l'ont décrété. Et sur qui croyez-vous que compte la Junte pour sa transition pacifique ? Écoutons la déclaration liminaire de la Junte : «La Junte démocratique (...) pour obtenir le passage pacifique de la dictature à la démocratie se fasse sans risque pour la communauté nationale, fait appel au patriotisme et à l'honneur professionnel des forces armées...» Des forces armées dont la profession est la répression des peuples et qui ont démontré leur «patriotisme» dans la guerre civile espagnole, en assassinant la République.

Cette déclaration n'est pas prise de position isolée : comme si ce n'était pas suffisamment clair, Carrillo déclare à Newsweek : «nous ne sommes pas des aventuriers qui veulent systématiquement lever le drapeau de l'agitation sociale.»

Carrillo a l'esprit très large : «Je vois la future Espagne comme une démocratie de style occidental, dans laquelle chaque famille idéologique aura sa voix.»

(à suivre)

ESPAGNE

dialogue d'exiles

Ils ont fait la guerre d'Espagne. Dans le camp du peuple, de la République, de l'espoir, matérialisé neuf ans plus tard, pour la plupart des peuples d'Europe, par la défaite des puissances fascistes. Leur pays est resté, non pas oublié des peuples, mais sacrifié au fascisme par des «démocraties» occidentales soucieuses, au lendemain de la guerre, de trouver en Franco un allié dans la «guerre froide» anti-communiste.

Samedi soir, six d'entre eux s'étaient réunis, comme des milliers d'autres au même moment, pour fêter ça, pour se communiquer leur joie, de voir mourir le dictateur.

«Je n'ai qu'un regret, c'est que cette saloperie arrive à crever dans son lit. Je lui souhaite de rester en vie pendant quatre ans, pour subir les souffrances de la maladie, pour payer tout ce qu'il a fait.»

Mais ils ont une certitude : politiquement, la mort de Franco est pour eux un fait acquis.

«C'est un fasciste qui meurt. Nous avons combattu le franquisme. A cause de lui nous avons tout abandonné, connu la misère et les camps de concentration.» Et l'espoir de renaître : «Maintenant, peut-être que nous allons pouvoir y retourner.»

L'après-franquisme ? C'est la grande question, les interrogations qui se font jour.

«Le peuple va pouvoir profiter des contradictions qui existent au sein de l'oligarchie.»

«Le franquisme meurt avec lui, car c'est lui qui faisait l'unité des franquistes. Mais le fascisme n'est pas mort. Ceux qui veulent prendre le pouvoir sont des fascistes.»

Alors, comment en venir à bout ? Les solutions qui s'ouvrent à l'oligarchie, ils les connaissent :

«La dictature monarchiste ne représente aucun changement pour la classe ouvrière espagnole.»

Des illusions se font parfois jour, aussi bien sur les contradictions entre les dignitaires que sur les «solutions démocratiques» :

«Normalement c'est Juan Carlos qui doit prendre le pouvoir. Les ultras ne seraient pas acceptés par le peuple.»

«Ils devront faire des élections, se démocratiser... Peut-être une alliance avec les socialistes, les républicains...»

Cependant, pour le même qui vient de parler :

«Il existe une lutte importante du peuple espagnol, ces alliances n'y feront rien.»

Et pour un autre :

«S'il existe une démocratie en Espagne, le peuple voudra régler ses comptes.»

Laissons à Jacques le mot de la fin :

«Le seul espoir c'est que la classe ouvrière et les réfugiés qui restent encore aient la clairvoyance de ne pas retomber dans les erreurs du passé.»

L'espérance qui s'affirme, c'est effectivement aux masses d'Espagne de la matérialiser. Les problèmes qui se posent, c'est à elles de les résoudre. Dans le seul sens qui, jamais, ne permettra que renaisse la bête immonde : le sens de la révolution, la république populaire et fédérative.

Alors, prendra tout son sens le cri du cœur :

«QUE MUERA FRANCO !»

A Lyon, pour préparer la Marche sur l'Espagne, plusieurs comités de quartier ont été créés (Gerland, La Duchère, Villeurbanne). Les camarades du PCR (ml) participent activement à ces comités.

Pour appeler à participer à cette marche, de nombreuses interventions ont été effectuées avec voiture sonne, drapeaux basque et républicain, portraits des cinq camarades assassinés, et de nombreuses réunions ont eu lieu dans les quartiers.

Des soirées artistiques avec des chanteurs espagnols sont prévues dans les quartiers, à la MAJO de Villeurbanne, en particulier, pour aider certains anti-franquistes à surmonter les frais du voyage.

Dans un lycée, des camarades ont, pour dénoncer les crimes franquistes et mobiliser les lycéens pour la marche, monté une saynète qu'ils jouent pendant les inter-cours.

Correspondant Lyon

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert
Truquin

Résumé :

Norbert nous raconte sa vie d'ouvrier tisseur. Il est révolté par la course au profit qui se traduit, pour les travailleurs, par une exploitation féroce.

Ce système est essentiellement le destructeur de la famille, mais qu'importe aux spéculateurs ! Il suffit que leurs affaires marchent. Le gouvernement remplissait assez bien leurs vus : il contractait fréquemment des emprunts qui leur rapportaient de gros bénéfices, mais allégeaient d'autant l'estomac des travailleurs par les impôts indirects.

Toutes ces réflexions m'irritaient. Je m'étais marié pour élever ma famille et je me disais qu'en me sacrifiant par ce coup de poing les miens n'y perdraient rien puisque je ne pouvais pas les nourrir. Peut-être, sur le banc des accusés, aurais-je pu réussir à expliquer les circonstances qui m'avaient poussé à cet acte de violence. Vaine illusion ! les juges n'appartiennent-ils pas à la caste de nos exploités ? Ils m'auraient condamné comme tant d'autres à l'instar d'un vil criminel et j'aurais

été déshonoré et piétiné dans la boue par les hirangues boursouflées de l'avocat bêcheur !

Il n'en saurait être autrement du reste. Ces gens-là sont bien appointés et bien logés. Ils arrivent pour siéger au Palais, l'estomac bien lesté de chair exquise et légèrement surexcités par le bon vin. Dans ces dispositions ils ne peuvent que se montrer durs pour les malheureux.

Je travaillais pour la maison Schulz, qui était la première maison de nouveauté de Lyon, et peut-être d'Europe. Schulz est Prussien. J'y faisais des articles d'une rare beauté, qui étaient destinés à la cour d'Autriche, mais que l'on me payait à vil prix ; il y avait des robes de quatorze mètres.

Comme c'était un article d'essai, j'étais obligé de préparer une foule d'échantillons que je portais au magasin. J'attendais la réponse ; on changeait ensuite successivement les dessins et couleurs, il m'est arrivé d'employer jusqu'à trente couleurs pour composer un échantillon.

Le premier commis à qui je demandais pourquoi on ne me

donnait que des robes de quatorze mètres, me calma en m'annonçant que, d'après les échantillons envoyés au commissaire à Paris, on s'attendait à de bonnes commandes. Pendant tout un hiver, je préparai donc des échantillons sur trois métiers dans l'espoir de la grande commande. A la fin je demandai une indemnité pour tous ces échantillons. Le premier commis parut tout surpris et me dit : «Mais, on vous a payé !»

«On m'a payé les robes de quatorze mètres, soit, mais on ne m'a pas tenu compte des échantillons que j'ai composés depuis dix jusqu'à cinquante centimètres !»

«Eh ! bien, on va vous payer ces échantillons à double façon.»

Comment, à double façon ! J'ai fait beaucoup d'échantillons de dix centimètres, ce seul travail m'a occupé trois jours tant pour préparer les dessins que pour atteindre les couleurs. A double façon l'article me serait payé 3,50 francs le mètre ; j'aurais, à ce compte-là gagné douze centimes par jour.

Je ne vous croyais pas si malin, reprit-il ; combien pensez-vous qu'on vous doive ?

(A suivre)

télévision

programme

MERCREDI 29 OCTOBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULEUSIS : feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'INSPECTEUR MÈNE
* L'ENQUÊTE : «L'alibi ne fait pas le moine»
22 h 00 - INDICATIONS : médicales
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST A DIRE : actualités
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - A LA REDECOUVERTE DU CINÉMA FRANÇAIS : «L'At-Jantide»
22 h 05 - JOURNAL et fin

JEUDI 30 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS : feuilleton
21 h 20 - PORTRAIT : Tito et la Yougoslavie
22 h 50 - ALLONS AU CINÉMA
23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS : Jeux
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC : jeux
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE GRAND ÉCHIQUIER
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10.000 : jeu
20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR : «guépier pour trois abeilles»
22 h 45 - JOURNAL et fin

* Ce soir à 20 h 30, sur TF 1, «L'inspecteur mène l'enquête». Cette émission risque d'être édifiante. C'est le début de toute une série. Son but : apprendre à trouver des coupables, nous entraîner au métier de flic. Nous verrons comment s'y prend la télévision de Poniatowski pour appuyer les campagnes de renforcement policier. Une indication déjà : le téléspectateur qui aura trouvé la solution de l'énigme, touchera un mandat !

international

le quotidien du peuple

BEYROUTH DANS LE CHAOS du fait des phalanges

Suite de la page 1

Alors qu'en général, les habitants restent enfermés dans leur maison, n'osant plus sortir et se sentant même en insécurité à l'intérieur du fait du bombardement des quartiers par les mortiers et les roquettes incendiaires, des précisions ont été fournies sur la manifestation de samedi. Réalisée à l'appel de deux prêtres, l'un musulman et l'autre chrétien, et du maire du quartier de Mossaytbeh, elle a parcouru longuement les quartiers de Beyrouth pour exiger la fin des combats avant que soit atteint le point de non-retour, et le maintien de l'unité du Liban. Les manifestants, chrétiens et musulmans réunis, sont entrés tour à tour prier dans une mosquée et dans une église, tandis que cloches et muezzins faisaient entendre en même temps leur voix.

L'exigence de l'unité, la condamnation des provocations des phalanges, montent actuellement dans tout le pays. C'est ainsi, par exemple, qu'une manifestation semblable s'est produite dans le sud, dans le village de Bint Jbail, exigeant notamment que cessent les attaques contre les usines et les commerces, et d'une façon générale que les combats s'arrêtent.

Les chefs religieux des différentes communautés, qui se sont réunis, envisagent une nouvelle manifestation sur les mêmes bases dans les jours prochains. La question posée aujourd'hui reste de savoir si l'exigence d'unité des larges masses, dans un pays par ailleurs en butte aux attaques sionistes, pourra arrêter des combats fratricides que de nouvelles provocations relancent sans cesse.

EXPERIENCE ATOMIQUE EN REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La république populaire a procédé à sa dix-septième expérience nucléaire dernière.

Quand le 16 octobre 1965 explosait la première bombe atomique chinoise le monopole nucléaire de l'URSS et des USA était brisé : ce qui réduisait la portée du chantage nucléaire.

Dès cette date, la République Populaire de Chine a proposé la destruction de tous les armements nucléaires. Ni les USA, ni l'URSS, ni aucun des autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont repris à leur compte l'engagement solennel de la république populaire de Chine de ne pas utiliser l'arme atomique la première.

Loin de répondre à ces propositions, les USA et l'URSS ont poursuivi la course aux armements de plus en plus destructeurs, pour conserver leur suprématie sur tous les pays du monde et se dépasser l'un l'autre.

Les conférences de «limitation des armements stratégiques», loin de contribuer à résoudre cette question, n'ont fait que régler la course nucléaire entre les deux super-grands.

LES ASSASSINS DE BEN BARKA

29 octobre 1965, il y a dix ans Ben Barka était assassiné. 10 ans, c'est le délai au bout duquel il y a en France, «prescription». Pour l'éviter, aujourd'hui la famille de Ben Barka relance la procédure judiciaire. Daniel Guérin publie le résultat de 10 ans d'enquête : «les assassins de Ben Barka» (Guy Authier Editeur).

QdP : Pourquoi ce livre ?

«L'origine du livre, c'est que je me trouvais être un des rares qui ait suivi l'affaire de bout en bout. De tous les documents réunis, on n'avait fait jusque là que trois cahiers de «Témoignage Chrétien» très faiblement diffusés. Je n'avais jamais apporté de point de vue global sur l'affaire ; je le devais à la cause de la dénonciation, à travers l'assassinat de Ben Barka, du régime sous lequel nous vivons. Je jette une lumière sur les sous-basements du régime, justement révélés par l'affaire Ben Barka.»

QdP : Ben Barka en 1965, qui était-ce ?

«Ben Barka a évolué beaucoup depuis l'indépendance en 56. Il y a une courbe ascendante dans la carrière politique de Ben Barka, avec la rupture en 59 avec le parti de l'Istiqlal et la formation de l'Union Nationale des Forces Populaires. Cette évolution de Ben Barka, sur le plan politique intérieure, n'a pas été aussi continue et aussi loin que son évolution sur le plan politique extérieure. En 1965, il croyait encore à un compromis avec Hassan, aux lendemains de la sanglante répression des émeutes populaires du 23 et 24 mars à Casablanca. Il croyait possible des concessions de la part de Hassan, ébranlé par ces émeutes. Par contre, il allait très loin sur le plan politique extérieure. Son autorité s'affirmait dans le Tiers-Monde. En 1965, au retour de Pékin, il travaillait à l'organisation d'une conférence anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'est pourquoi il était l'ennemi des USA, qui avaient comme Hassan un intérêt pressant à le liquider, soit physiquement soit politiquement.»

«L'attitude de de Gaulle a été très ambiguë. L'affaire tombait au moment de son refus d'une politique atlantiste avec les USA et de sa nouvelle politique à l'égard du Tiers-Monde. De plus, il connaissait Ben Barka depuis 1959. Mais le SDECE, les anciens de l'OAS et la pègre de Jo Attia ont vraiment trempé dans l'assassinat. Il y avait encore 80 000 colons français au Maroc, dans les secteurs clefs de l'économie, et, pour eux, Ben Barka était une menace.»

QdP : Et la France dans tout cela ?

«Où, Israël est aussi impliqué dans l'assassinat, et j'explique longuement pourquoi. N'oublions pas que Ben Barka au Caire, en 1964, avait violemment dénoncé les machinations sionistes en Afrique Noire. Nous espérons tous pouvoir rouvrir l'affaire.»

QdP : Tu montres le rôle d'Israël...

Propos recueillis par Camille Nivé

SAHARA OCCIDENTAL : MISE AU POINT DE L'OLP.

Des rumeurs persistantes continuant à attribuer à l'Organisation de Libération de la Palestine une prise de position en faveur de la «marche» organisée par le roi du Maroc sur le Sahara occidental, la représentation de l'OLP à Paris nous autorise à donner les précisions suivantes : «Aucune communication officielle de l'OLP n'a été faite dans ce sens. L'Organisation de Libération de la Palestine considère que le Sahara occidental est une terre arabe, et soutient la lutte pour sa libération du joug colonial espagnol.»

Ce qui, on le voit, ne revient pas au même : l'OLP ne soutenant par là aucune des parties arabes présentes dans la question.

MINERAI DE FER : CREATION D'UNE ASSOCIATION DE PAYS EXPORTATEURS

Au cours d'une réunion tenue à Londres, la semaine dernière, 9 pays ont décidé de créer une association des pays exportateurs de minerais de fer, le 24 octobre, dernier. Le porte-parole de la nouvelle association a déclaré : «Une rémunération équitable, une organisation du marché et des contrats à long terme seront les objectifs de l'association»

C'est l'aboutissement de décisions prises par ces pays en avril dernier. C'est la quinzième association de pays exportateurs de matières premières dans le monde.

VIETNAM APRES LA GUERRE : les défoliants et le cancer

Le professeur nord-vietnamien, Ton Thut Tung, spécialiste mondialement connu pour ses recherches sur le cancer, a récemment déclaré à l'AFP : «Nous essayons de savoir de façon scientifique, si la dioxine (produit défoliant déversé par les USA)... a des effets cancérigènes... les preuves s'accumulent». De 1955 à 1965, 159 cas de cancers du foie ont été enregistrés. De 1962 à 1968, il y en a eu 791.

Des expériences faites sur des rats ont prouvé qu'avec une dose de 10 milligrammes par kilo de dioxine altérait le fonctionnement du foie et causait des troubles cardiaques. Or, les Américains ont déversé au moins 550 kilos de cette substance mélangée à d'autres substances toxiques.

Il est établi que les bombardements de produits toxiques par les Etats Unis, sont la cause directe de la naissance de nombreux enfants souffrant de graves malformations : enfants à tête de vieillard, nourrissons aux membres déformés ou inexistantes.

Aujourd'hui encore, le peuple vietnamien souffre de l'agression américaine. Malgré cette barbarie égale en horreur au bombardement d'Hiroshima, le peuple vietnamien a chassé les Américains. Tout le monde se souvient de la débâcle américaine du printemps dernier devant les peuples lao, vietnamien et cambodgien ; de l'ambassadeur US au Cambodge s'enfuyant, le drapeau américain hâtivement roulé dans un plastique.

ARGENTINE les luttes ouvrières (I)

VILLA CONSTITUCION : UN CONFLIT EXEMPLAIRE

par ALAIN LABROUSSE et FRANÇOIS GEZE, auteurs du livre «ARGENTINE : REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTIONS»

Les luttes très dures menées en 1974 et 1975 par les ouvriers des trois entreprises métallurgiques, Acindar, Metcon et Marathon, situées dans la ville de Villa Constitución, traduisent clairement le caractère des affrontements de classe qui se déroulent actuellement en Argentine.

PREMIER ACTE

Le 4 mars 1974, les journaux annoncent le début des élections syndicales dans les 51 sections que compte l'Union Ouvrière Métallurgique (UOM). Les 250 000 travailleurs de la UOM en sont d'ailleurs le plus souvent réduit à voter pour la liste unique présentée par la direction bureaucratique.

Mais les 6000 travailleurs des trois entreprises de Villa Constitución n'ont même pas ce «privilege». En effet, la direction de la UOM n'avait jamais reconnu les délégués que s'étaient librement donnés les travailleurs quatre ans plus tôt, et les avait remplacés, avec la complicité du ministère du travail, par des «délégués normalisateurs».

Le 9 mars, la quasi totalité des travailleurs décide en assemblée générale d'occuper les trois usines pour exiger la tenue d'élections syndicales. Les tueurs de la bureaucratie interviennent et la gendarmerie encerclé les entreprises. Les

travailleurs font alors appel à la solidarité de la population. Le 10, débute une grève générale : les transports s'arrêtent, les commerçants ferment boutique, ateliers et bureaux se vident de leurs employés qui descendent dans la rue. Débrayages et grèves s'étendent aux autres villes de la région. Les ouvriers organisent des milices d'auto-défense. Face à l'ampleur de la mobilisation, la bureaucratie syndicale doit céder. Elle s'engage à

organiser des élections dans les 120 jours qui suivent.

DEUXIEME ACTE

Les élections ne sont finalement organisées que le 30 novembre 1974. Elles voient la victoire d'une liste composée de marxistes indépendants et de péronistes révolutionnaires sur celle de la bureaucratie : 2 623 voix contre 1 437.



TROISIEME ACTE

Les 24 et 25 mars 1975, le ministre de l'intérieur, Alberto Rocamora, dénonce «un vaste complot syndical de caractère subversif». 4000 hommes de corps spécialisés de la police prennent le contrôle de la zone de Villa Constitución et arrêtent 150 ouvriers. Immédiatement, l'ensemble des travailleurs se met en grève pour obtenir la libération de leurs camarades. La grève se prolongera pendant quarante jours, ponctuée d'opérations de guérilla. Finalement, elle se termine par une demi-défaite, les ouvriers reprenant le travail sans que les principaux dirigeants, comme Alberto Piccinini, aient été libérés.

QUATRIEME ACTE

Le jeudi 9 octobre 1975, on annonçait que la Banque Inter Américaine de Développement (IBID), la Export Import Bank des Etats-Unis, la First National City Bank... s'approprièrent à investir 70 millions de dollars dans l'usine Acindar.

Toute cette affaire montre clairement la complicité entre le gouvernement, la bureaucratie syndicale et le capital yankee pour décapiter un syndicat à l'avant-garde des luttes en Argentine. Mais des luttes de ce type sont l'aboutissement d'un long processus qui a, en particulier, son origine dans le changement survenu en 1955.